

Les jeunes tombent, poignardés... et hop ! encore des milliards pour les banlieues !

écrit par Raoul Girodet | 26 février 2021



Banlieues : l'acharnement thérapeutique...

Bien triste histoire que celle de cette jeune fille poignardée dans le ventre et dans l'Essonne.

https://actu.fr/ile-de-france/saint-cheron_91540/essonne-une-collegienne-meurt-apres-avoir-ete-poignardee-lors-d-une-rixe-entre-bandes_39707028.html

Comme il se doit, la machine médiatique s'emballe pour commenter les faits avec toujours les deux mêmes lignes de communication, ultra rabâchées :

- 1- La culture de l'excuse : C'est pas la faute des jeunes, mais de la société.
- 2- L'arrosage : Il faut « injecter des moyens » dans les banlieues.

Bel exemple d'erreur médicale puisque le diagnostic étant faux, la médication se trouve totalement inappropriée.

Et bel exemple d'acharnement thérapeutique puisque le traitement est inchangé depuis sa première mise en œuvre à la fin des années 1970, malgré son inefficacité totale.

.

Revenons donc sur cette énième erreur de diagnostic. Il suffit de reprendre les propos de ce Yazid Kherfi et très complaisamment relayés par FranceInfo.

Rixes mortelles dans l'Essonne : « *Tous ces jeunes violents et délinquants, ce sont avant tout des jeunes en souffrance* » pour l'ancien braqueur Yazid Kherfi.

L'ancien braqueur repentí s'est reconverti en « consultant en sécurité urbaine ». Sans vouloir être mauvaise langue, je parierais gros que les honoraires de ce consultant sont issus de nos impôts.

Intervenant régulièrement la nuit dans les quartiers, il regrette le fait que ces jeunes soient livrés à eux-mêmes. « *Quand s'installe la nuit dans les quartiers, il n'y a rien d'ouvert, à part le commissariat* », décrit-il. « *On se plaint que les jeunes soient dans les halls d'immeuble, mais c'est parce qu'il n'y a rien d'autre* ».

Première erreur : que font les jeunes la nuit dans les halls d'immeuble ? Des ados n'ont strictement rien à faire en dehors de chez eux à ces heures.

Pourquoi diable faudrait-il qu'il y ait quelque chose d'ouvert ? Faut-il leur proposer des centres culturels, des salles de fitness ou des salles de shoot, voire des boîtes de nuit ?

Si ces gosses restaient chez eux la nuit, comme une bonne éducation doit le supposer, le problème se poserait déjà différemment !

Dans tous les villages de France, il n'y a « rien d'ouvert » non plus et les gamins sont au fond de leur lit.

Deuxième erreur, toujours dans la culture de l'excuse : Tout ceci n'arrive que : « Parce qu'on met beaucoup plus d'argent dans la sécurité que dans la prévention. »

Autre contre-vérité flagrante.

L'État et les collectivités n'ont cessé de mettre la main à la poche pour « régler le problème des banlieues ».

Le premier plan « Banlieue » remonte au gouvernement Raymond Barre en 1977...

Depuis, à chaque soubresaut, on diligente une étude, on fait un rapport et on injecte des milliards et des milliards en pure perte. Le rapport est archivé soigneusement en attendant le suivant. Rien ne change, mais la pression est retombée momentanément et c'est de toute évidence tout ce qui comptait.

Même selon Mediapart, on en était déjà en mai 2018 à plus de 100 milliards d'euros depuis le début sous forme d'aide à la rénovation, de subventions aux associations, de salaires aux éducateurs...

Depuis, sans nul doute, la facture s'est significativement alourdie.

Le tout avec le résultat qu'on observe !

Versions modernes du tonneau des Danaïdes et du cautère sur jambe de bois.

Un article de Mediapart faisait suite à un discours de Macron ainsi commenté :

<https://blogs.mediapart.fr/danielmartin137588/blog/230518/banlieues-exit-le-plan-borloo-bienvenue-aux-points-forts-macron>

« Je ne vais pas annoncer un plan ville ni un plan banlieue ni quoique ce soit, parce que cette stratégie est aussi âgée que moi », a ironisé le chef de l'État, tout en rappelant que « le premier plan de la sorte a été évoqué par Raymond

Barre». «On est au bout de ce qu'on a pu produire sur cette méthode», a encore précisé le président en plaidant pour « plusieurs actions très précises qui seront proposées dès juillet, notamment en matière de sécurité et de justice», ainsi qu'en matière d'aménagement et de logement».

Très fort, ce Macron pour la parlotte. Comme d'hab : 100% de com, 0% d'action.

Car trois ans plus tard, on peut voir que le gouvernement continue d'appliquer les mêmes traitements antédiluviens ayant fait preuve de leur inefficacité totale.

Pour preuve, le 29 janvier dernier Le Parisien titrait :

« Banlieues : le gouvernement promet d'investir 3,3 milliards d'euros

Jean Castex et six ministres sont à Grigny (Essonne) ce vendredi 29 janvier pour un comité interministériel à la ville. L'occasion pour l'exécutif d'annoncer 3,3 milliards d'euros pour les quartiers. Avec une priorité : la rénovation urbaine. »

Le Parisien précisait également :

*« Ce vendredi 29 janvier 2021, Jean Castex et six ministres participent à un comité interministériel à la ville. Pas n'importe où : à Grigny 2 (Essonne), haut lieu des paysages bétonnés, avec ses 14 000 habitants et ses 5 000 logements. La date ne doit rien au hasard. «Il fallait **rééquilibrer notre communication**, explique un ministre. Montrer qu'on protège les gens, qu'on parle aussi à l'électorat de gauche.»*

A quelques jours de l'examen dans l'hémicycle du texte sur le séparatisme, le gouvernement se penche au chevet des banlieues. »

On y trouve tous les ingrédients du système Macron uniquement basé sur la com' :

– Une annonce fracassante : Avec moi, tout va changer !

– Comme rien ne change, on continue dans la com'.

Même si l'on sait que ça ne sert à rien puisqu' « *on est arrivé au bout de ce que peut produire cette méthode* », on injecte pour le coup « *un pognon de dingue* »... ».

Cependant, rassurez-vous : les 3,3 milliards ne servent aucunement à régler le problème des banlieues, mais de l'aveu même du gouvernement, à « rééquilibrer la communication ». Parler à l'électorat de gauche (traduire : aller à la pêche aux voix), ça a un prix...

Ce n'est pas bien grave, on n'en est plus à quelques milliards près, et de toute façon, c'est le contribuable qui paie, alors...

Encore une preuve, s'il en était besoin : Macron c'est 100% de com' et 0% d'action.